

Quel avenir pour l'agriculture moderne ?

Dossier réalisé par Christian Authier

Notre modèle productiviste et industriel, dont les limites s'affichent cruellement, peut-il poursuivre sa fuite en avant ?

Les paysans, boucs émissaires de la modernité

Pierre Bitoun et Yves Dupont signent avec *Le sacrifice des paysans* un essai passionnant qui – au-delà de son sujet – nous en dit beaucoup sur notre modèle de société soumise au productivisme et à la technique.

Lait, porc, bœuf, céréales : les principales filières de l'agriculture française sont en crise, une crise chronique, «durable» qui se solde par la disparition d'exploitations et la détresse des agriculteurs pris à la gorge par les emprunts sur fond de guerre des prix avec la grande distribution. En résumé grossièrement, les mécanismes sont bien connus : offre surabondante, baisse de la consommation et des prix, concurrence mondiale... Les réponses habituelles ? Des plans d'urgence, des subventions européennes et françaises qui apaisent un moment la colère des agriculteurs et de leurs représentants. Autres solutions le plus communément avancées : le «toujours plus grand», la concentration de la production, des «fermes-usines». Bref, la même chose que ce qui a conduit à la faillite actuelle, mais en plus gros... En outre, cette voie – qui peut soulager certaines filières à court terme – se trouvera rapidement face à une concurrence qui sera toujours plus compétitive sur ce créneau, ne serait-ce que par le dumping social. Comment une telle fuite en avant sauverait nos agriculteurs ?

L'échec du modèle productiviste pourrait permettre une réorientation de notre agriculture vers le qualitatif, la relocalisation de la production et de la distribution, la valorisation des terroirs et des labels, des modes de développement tournant le dos aux pratiques de l'industrialisation à outrance et à leurs dégâts : épidémies et crises sanitaires récurrentes, pesticides résiduels dans la nourriture, pollution chimique des eaux, de l'air et des sols, réduction de la biodiversité, émission croissante de gaz à effet de serre, etc. L'agriculture a été l'un des champs d'expérimentation et d'application du dogme selon lequel toute «modernisation» est forcément bonne par nature. Chimie lourde, extension du machinisme, productivisme effréné, pollution et exode rural, animaux traités (et maltraités) comme de simples marchandises : ces maux ont dépassé depuis longtemps la seule question agricole pour devenir un enjeu civilisationnel.

Désignant le progressisme comme le moteur de la transformation de l'humanité en «cobayes hagards et épuisés» et s'élevant contre «la coalition industrielle de l'économie et de la technologie», René Riesel (situationniste devenu paysan, ancien secrétaire national de la Confédération paysanne avec laquelle il rompit en 1999 tout en continuant à participer aux actions de sabotage et de destruction contre les OGM, ce qui lui valut d'aller en prison) écrivait en 2003 dans *Du progrès dans la domestication* : «C'est dans tous les pays, développés ou non, qu'au chaos de la nature ruinée se surajoute celui qu'entraîne la désintégration des sociétés humaines sous l'effet de la modernisation et du développement.» L'agriculture, chaînon central des sociétés humaines qu'elle est chargée de nourrir, est en première ligne dans cette problématique qui ressemble assez à celle de la roue carrée.

Après-guerre et durant les Trente Glorieuses, le monde agricole a subi une injonction à la modernisation (intensification et spécialisation de la production, recours à la chimie et aux pesticides...) et à «monter dans le train du progrès», à s'adapter ou à disparaître. Les paysans et les agriculteurs se sont adaptés, mais ils ont largement disparu ou bien croulent sous les dettes... Ce discours «progressiste», cette mythologie du progrès sans fin grâce à la technique, en dépit d'autres dommages notamment environnementaux, est pourtant toujours dominant et ceux qui s'y opposent souvent décrits comme des «archaïques», des «conservateurs» ou des «réactionnaires». Comment expliquez-vous ce paradoxe ?

Yves Dupont : Ce paradoxe, si paradoxe il y a, peut s'expliquer dès lors qu'on examine les raisons pour lesquelles une majorité de Français a, de gré ou de force, accepté de «monter dans le train du progrès» durant les Trente Glorieuses. De multiples facteurs ont contribué à favoriser cette dynamique : l'ampleur des destructions liées à la guerre, l'expérience durable de la privation de biens de première nécessité jusqu'au tournant des années 1950, la fascination que la puissance technique américaine a exercée sur une population déboussolée et démunie, l'adhésion à l'idéologie sociale et productiviste du Conseil national de la Résistance (CNR), etc. En agriculture, l'apparition de la cogestion entre l'Etat et la FNSEA-JA au début des années 1960, a contribué à dynamiser l'essor du Crédit Agricole, des coopératives, des mutuelles et de la vulgarisation à une période où s'amorçait la décolonisation et où la France se trouvait contrainte de produire sur son sol les biens qu'elle importait auparavant. L'adhésion au productivisme fut aussi encouragée par les curés progressistes de la Jeunesse agricole chrétienne (JAC) dont l'influence demeurait puissante dans les campagnes où une bonne fraction des paysans aspirait à rompre avec les traditions que défendaient leurs parents. Toutes ces raisons contribuent à expliquer que les opposants à cette «révolution silencieuse» aient, dans leur ensemble, été considérés comme archaïques, voire traités de «ploucs», de «péquenots», et que l'on ait minimisé les problèmes environnementaux ou sanitaires dont ce modèle de développement était porteur.

Selon vous, le paysan, notamment parce qu'il est enraciné et autonome, incarne un type d'humanité spécifique appelé à disparaître au profit de travailleurs mobiles, malléables, en «formation continue». En quoi, le paysan est-il le «parfait bouc émissaire de la modernité» ?

Pierre Bitoun : Ce n'est pas, comme l'a montré le sociologue Henri Mendras, le paysan qui a été le «parfait bouc émissaire» de la modernité, mais les paysans en tant que membres de sociétés paysannes qui avaient, en Europe au moins et pendant presque un millénaire, joui d'une autonomie relative par rapport aux sociétés qui les dominaient. Ces sociétés, bien que hiérarchisées, étaient aussi égalitaires, cimentées par des langues ou des dialectes, des coutumes, des architectures, des paysages. Elles articulaient des familles élargies, parentèles et usage de biens communaux à des économies paysannes qui visaient leur simple reproduction et non pas l'enrichissement de certains. Ce qui ne les empêchait nullement d'être ouvertes à un certain nombre d'innovations à condition qu'elles ne viennent pas perturber leurs conceptions du monde. Ces économies étaient

enfin irriguées par de vastes réseaux d'échanges, d'entraide, de foires, de marchés et de fêtes. Pour toutes ces raisons, elles valorisaient l'enracinement et l'autonomie dont le maintien était incompatible avec le développement du capitalisme qui a impérativement besoin de travailleurs «libres», détachés de tout lien social, mobilisables à tout moment et acceptant de se former tout au long de la vie pour s'adapter aux exigences du marché. C'est pour cette raison principale – et d'autres que nous listons en fin d'ouvrage – que les paysans devinrent les «parfaits boucs émissaires» de la modernité.



Diriez-vous que le monde paysan est et a été en quelque sorte l'un des «laboratoires» de l'idéologie techno-marchande et du capitalisme qui se caractérisent par l'illimitation de leur emprise ?

YD : Comme Marx l'a montré, avant même de devenir l'un des «laboratoires» de l'idéologie techno-marchande, le monde paysan – mais aussi des artisans – constituait l'un des obstacles majeurs à la dynamique capitaliste d'expansion illimitée qui constitue pour lui une nécessité absolue. C'est pour cette raison que, dès son émergence, le capitalisme a été colonisateur et a massivement massacré les sauvages. Il lui fallut ensuite transformer les paysans qui cultivaient leurs terres pour le seigneur et pour eux-mêmes en agriculteurs qui produisent pour le marché. Ainsi, à la différence des paysans et des artisans qui produisaient une quantité limitée de biens dont la vente leur permettait d'obtenir un revenu, l'entreprise industrielle investit des capitaux pour dégager des profits dans un système concurrentiel. Dans les faits, ce n'est pas d'abord pour soulager la peine des ouvriers que l'entrepreneur capitaliste intègre de nouvelles techniques et de nouvelles machines, mais pour réaliser des gains de productivité et diminuer ces coûts de production. Nous sommes là au cœur du problème car, comme Marx l'a encore montré, ce n'est pas son travail, mais sa force de travail que l'ouvrier vend au capitaliste. Force de travail qui a pour vertu de créer plus de valeur que ce que son détenteur en perçoit sous forme de salaire. Les paysans se situaient aux antipodes de cette conception du monde, et s'ils devaient assumer de lourdes charges lorsqu'ils étaient

métayers ou fermiers, ils parvenaient à tirer un revenu d'un travail dont ils contrôlaient encore l'essentiel de la conception et de la maîtrise. Et l'on peut constater, *a posteriori*, que les politiques agricoles ont essentiellement consisté à briser et à dévaloriser les résistances et les pratiques qui constituaient autant d'obstacles au déploiement des logiques techno-marchandes et industrielles.

Vous écrivez : «une large majorité d'individus, soit par acquiescement explicite ou implicite, soit par aliénation, réification, épuisement ou indifférence au sort des autres, proches ou lointains, continue à consentir à la poursuite de ce qui apparaît de plus en plus comme un processus catastrophique engendrant un rétrécissement du monde habitable». Par quels moyens enrayer ce phénomène ?

YD : La catastrophe est en effet un processus qui se déploie comme un arbre qui pousse, c'est-à-dire sans que l'on s'en aperçoive. Des milliers d'initiatives ont néanmoins vu le jour sur l'ensemble de la Terre pour tenter de l'enrayer. Mais seul jusqu'à présent Via campesina, syndicat paysan cosmopolitique qui compte environ 230 millions d'adhérents dans plus de 70 pays, a réussi à lui donner une forme politique puissante. Mais, comme vous le dites vous-même, un nombre croissant de personnes sont aujourd'hui devenues superflues, condamnées à la survie ou, au contraire, devenues totalement individualistes, consuméristes et indifférentes à autrui tout en étant, pour beaucoup, des «écologistes de l'assiette», de leur santé et de leur réussite. L'agriculture industrielle, comme l'ensemble de la dynamique productiviste-capitaliste, continuent ainsi à progresser plus rapidement que les recherches d'alternatives au point que – ce qui n'est pas notre position – certains esprits ont de plus en plus tendance à affirmer que seule une catastrophe pourrait nous sauver.

L'agro-écologie et plus largement l'agriculture biologique vous semblent-elles une alternative possible au modèle actuel ou bien «une agriculture de robots dans des fermes-usines» constitue-t-elle notre avenir indépassable ?

PB : Nous avons, dans notre essai, essayé de montrer comment les gouvernements qui se sont succédé depuis l'après seconde guerre mondiale ont essayé d'inventer une «troisième voie» entre capitalisme et communisme en encadrant le développement industriel et financier par une série d'institutions, de régulations et d'interventions de l'Etat. Mais le tournant libéral de 1983 a conduit à l'instauration d'une socio-économie duale favorisant d'un côté, en agriculture, une agriculture de robots et de «fermes-usines» produisant pour l'alimentation de masse et les marchés internationaux et, de l'autre, une agriculture artisanale qui expérimente depuis des années l'agro-écologie et l'agriculture biologique. Il est vrai que ces manières de produire sont aujourd'hui plus connues et séduisent de plus en plus de consommateurs mais pas au point de déboucher sur la construction d'un mouvement politique suffisamment déterminé pour parvenir à s'opposer à la déferlante techno-capitaliste. L'élection récente de Donald Trump aux Etats-Unis a ainsi immédiatement signé, du moins si personne ne réussit à s'y opposer, le retour à l'exploitation des gaz de schiste, la réouverture des mines de charbon, etc.

LE SACRIFICE DES PAYSANS, UNE CATASTROPHE SOCIALE ET ANTHROPOLOGIQUE, éditions L'Échappée, 336 p.